

Nouvelles locales du mercredi 19 juin 2013

@rib News, 19/06/2013 | Justice - Selon l'avocat du professeur Ignace Bankamwabo incarcéré dans les cachots du Service national de renseignement avec le journaliste Lucien Rukevya de la RTNB, son client est incarcéré dans une fausse cellule. Maître Isidore Rufyikiri estime que son client a été arrêté tard dans la nuit et a été conduit manu militari dans les cachots du SNR et a été interrogé toute la nuit durant et la journée suivante sans que sa famille soit autorisée à lui parler et même à lui apporter de quoi manger ou boire, ni son avocat de l'assister. Il trouve que cette pratique est indigne puisqu'elle viole le Code de procédure pénale. [Rpa/Rtr]

Éducation - Le syndicat STEB estime que le Gouvernement burundais est en train de se distraire concernant la grève des enseignants. Selon la présidente de ce syndicat, la grève est illégale même si les membres du Gouvernement se contentent d'affirmer le contraire. Eularie Nibizi trouve que le gouvernement se contente de remettre en cause la légalité des revendications des enseignants au lieu de constater le bien fondé de ce qu'ils revendiquent. Elle demande aux enseignants de ne pas se laisser emporter par la peur causée par les déclarations de la ministre de l'Enseignement primaire et secondaire puisque depuis toujours les Gouvernements ont tenté de les déstabiliser et ce n'est pas aujourd'hui que les choses se sont améliorées. Tout en précisant que ce ne sont pas les intimidations qui conditionneront le retour au travail, elle s'interroge sur la qualité de la prestation d'un enseignant qui retournerait au travail suite aux intimidations s'il n'est toutefois pas convaincu de la nécessité d'y retourner. [Isanganiro/Rpa/Bonesha/Rtr]- Même son de cloche chez les syndicalistes du CONAPES qui se disent étonnés des propos de la ministre de l'Enseignement primaire et secondaire. La présidente de ce syndicat indique qu'il a été étonné par le discours de Rose Gahiru qui a envisagé des sanctions contre les enseignants qui sont en grève s'ils ne retournent pas au travail ce mercredi. Selon Emmanuel Mashandari, la ministre n'est pas faite de pas en avant vers les enseignants pour qu'ils puissent négocier et au lieu de cela, elle a opté pour l'intimidation et le résultat a été ce qui vient de se passer où les enseignants ont catégoriquement refusé d'enseigner. Il rappelle que le Gouvernement est toujours montré comme il est du bon côté et que ce sont les enseignants qui sont du mauvais. Mais, il précise qu'ils regagneront les classes après satisfaction de leurs revendications. Il ajoute aussi que les corrections du test de 10ème qui sont en train d'être effectuées par du personnel non-enseignant ne vont pas engager les syndicalistes du CONAPES. [Isanganiro/Bonesha/Rpa/Rtr]- Les écoles de la province de Ruyigi font savoir qu'elles accusent un manque à gagner se situant entre 8 et 10 millions depuis les 8 jours que dure la grève des enseignants membres du CONAPES. Ainsi, les directeurs ont commencé à renvoyer les élèves pour éviter l'aggravation de la situation. Le syndicat SLEB estime aussi que les problèmes chez les élèves sont énormes puisque les élèves sont renvoyés alors qu'ils arrivent à l'école. [Rpa]- Les enseignants de la province de Bururi n'ont pas répondu à la ministre de l'Enseignement primaire et secondaire ce mardi pour qu'ils retournent au travail. Ils se sont présentés au travail mais ont refusé de dispenser des cours. Les enseignants de la province de Ngozi font savoir que les examens ne peuvent pas continuer à être passés dans le contexte actuel de la grève afin de continuer à se révolter contre les propos de leur ministre. [Isanganiro]- Les enseignants de l'école primaire au chef-lieu de la province de Ngozi font savoir qu'ils vont reprendre le travail quant le Gouvernement aura compris qu'eux aussi ont besoin de vivre. Ils font savoir qu'ils n'ont pas peur des sanctions que le ministre peut pendre à leur encontre puisque selon eux, il n'y a pas de sanction plus sévère que de toucher un salaire mensuel. [Isanganiro]- Les enseignants de la province éducative de Bubanza ont tenu une réunion ce mardi dans la soirée et ont décidé de se passer du discours intimidant de la ministre de l'Enseignement primaire et secondaire qui les sommait de retourner au travail ce mercredi sous peine de sanctions. De la sorte, les écoles ont commencé à laisser les élèves rentrer et dans cette logique, au Lycée Technique de Bubanza il n'y a actuellement qu'une centaine d'élèves puisque les autres sont rentrés. [Isanganiro/Rtnb] - Selon le FORSC, le Gouvernement ne devrait pas se mettre à dos les enseignants en grève en les intimidant. Le délégué général de ce forum trouve que la question soulève presque toujours des inquiétudes de la part des enseignants et est à la base des grèves répétitives. Vital Nshimirimana demande au Gouvernement de suivre les résultats des négociations et fait savoir que les intimidations ne vont aboutir à rien. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa] | Société / Droits de l'Homme - Le président Rocard ne pouvait que promulguer la loi sur la presse au Burundi, malgré les signatures des organisations des professionnels des médias, de la société civile et de certaines personnes qui se sont exprimées contre cette loi, a déclaré son porte-parole. Léonidas Hatungimana estime que les cris, pour être pris en considération, doivent avoir une proposition de changement qu'ils véhiculent. Il demande aux journalistes d'être tranquilles et d'attendre la mise en application effective de cette loi. Selon lui, les cris devront être perçus comme inutiles. [Isanganiro]- Le président de l'ABR trouve quant à lui que les propos du porte-parole du président de la République sont étonnants. En effet, Vincent Nkeshimana constate que la loi aurait été signée en ayant en tête des imperfections qu'elle contient et la délibération a été telle que la solution est de la promulguer. Il estime donc que le Gouvernement est animé d'une intention de nuire puisque la loi ne va pas se conformer aux propos du porte-parole du président de la République, mais à la loi et rien qu'à la loi. [Isanganiro]- L'UBJ apprécie à juste titre les déclarations de la Conférence épiscopale des catholiques du Burundi sur la nouvelle loi sur la presse au Burundi. Selon Alexandre Niyungeko, le Gouvernement est contradictoire dans ses propos. Il ne comprend pas non plus comment le Gouvernement affirme que la communauté internationale n'a pas encore eu le temps de lire cette loi et dire en même temps que le président de la République les a consultés. Il appelle le Gouvernement à retenir ses propos puisqu'il s'adresse à des personnes adultes. [Bonesha/R]